

## Burundi : l'ONU juge la direction prise à l'approche des élections alarmante

@rib News, 15/04/2015 – Source AFP – A l'approche des élections législatives et présidentielle de mai et juin, le Burundi semble s'acheminer sur la voie de la violence et l'intimidation avec une milice pro-pouvoir agissant toute impunité, a mis en garde mercredi le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme. Depuis plusieurs mois, la communauté internationale s'inquiète ouvertement du climat d'intimidations et d'exactions au Burundi, l'histoire politique jalonnée de massacres entre majorité hutu et minorité tutsi et qui peine à panser les plaies d'une longue et sanglante guerre civile (1993-2006). [Photo : Le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a été reçu en audience, le mercredi 15 avril 2015, par le Chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza]

Le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a notamment sommé les autorités burundaises de s'occuper contre les Imbonerakure, la Ligue des jeunes du parti au pouvoir, qu'il a qualifié de « milice » et de « groupe dangereux », et qu'il a accusé d'opérer de plus en plus agressivement et avec impunité. « De nombreuses personnes bien informées, au sein et à l'extérieur des Nations Unies (à l'exception de la direction que semble prendre le pays », ont déclaré les tensions ont fortement augmenté ces derniers mois, à l'approche des élections », a expliqué le Haut commissaire lors d'une conférence de presse dans la capitale burundaise. Ces tensions sont alimentées par une hausse du harcèlement pour des motifs politiques, des intimidations et des actes de violence ainsi que par une hausse des discours haineux », a-t-il ajouté, précisant que le nom des Imbonerakure revenait sans cesse lors des discussions sur les violences et les intimidations. « Si cette milice continue d'intimider et de harceler, les élections ne pourront pas être libres et indépendantes », a estimé M. Al Hussein. « Le gouvernement et les forces de sécurité doivent agir contre la milice des Imbonerakure, enquêter et traduire en justice ceux parmi ses membres qui ont commis des crimes. Ils doivent envoyer un message clair à ce groupe dangereux et lui signifier qu'ils ne toléreront plus ses activités extrêmes et que l'impunité sélective – un problème de grande importance pour le Burundi – va cesser de régner », a-t-il lancé. L'éventuelle candidature du président sortant Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, que ses opposants estiment inconstitutionnel et qui suscite des réserves jusqu'au sein de son propre parti, le Cndd-FDD, cristallise actuellement les tensions. Un congrès du Cndd-FDD doit désigner d'ici fin avril son candidat à la présidentielle. – « Climat de peur » – M. Nkurunziza, à la tête du Burundi depuis 2005, bénéficie d'un soutien inconditionnel des Imbonerakure, accusés par l'opposition et les défenseurs des droits de l'Homme de multiplier intimidations et exactions en toute impunité contre les adversaires réels ou supposés du chef de l'Etat. Les Imbonerakure ne cachent pas leur intention de recourir à la violence en cas d'obstacles à la candidature ou la réélection de leur champion. L'opposition et la société civile cherchent quant à elles à empêcher à tout prix M. Nkurunziza de se représenter et M. Al Hussein a appelé mardi les opposants à ne pas alimenter le climat de peur actuel. Les opposants doivent s'assurer que leurs sympathisants manifestent pacifiquement, ne donnent pas de discours haineux ou ne s'agissent pas violemment à ce qui est perçu comme des provocations », a-t-il lancé. Quant aux autorités, elles doivent accepter que les critiques constituent un élément vital de la démocratie et non une menace à écarter. « J'exhorte le président et le parti au pouvoir, ainsi que les dirigeants de l'opposition, à faire passer le futur bien-être du pays dans son ensemble devant leurs propres désirs politiques », a déclaré le Haut commissaire aux droits de l'Homme. Selon M. Al Hussein, le Burundi est à la croisée des chemins, entre la voie d'élections libres et justes et la voie de la violence et de l'intimidation (à l'exception) qui pourrait potentiellement ramener le Burundi vers son passé profondément troublé, tragique et horriblement violent. « Le Burundi ne peut permettre une autre flambée de violence », a-t-il souligné, rappelant que des décennies de conflit et de violations massives des droits de l'homme et de déplacements en avait fait un pays extraordinairement pauvre, dont la population vit dans une pauvreté grave et plus de 60% des habitants sont mal nourris.